



**IMT ATLANTIQUE BRETAGNE - PAYS DE LA LOIRE**  
**4 rue Alfred Kastler**  
**La Chantrerie - CS 20722**  
**44307 Nantes cedex 3**













Marché public de fournitures

---

**Acquisition de systèmes d'analyse de gaz en ligne pour le département  
DSEE à IMT Atlantique**  
Appel d'offres ouvert

---

## **Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)**

SYNTHÈSE DU CONTRAT	
	<p>Marché public de fournitures</p> <p><u>Objet</u> : Acquisition de systèmes d'analyse de gaz en ligne pour le département DSEE à IMT Atlantique</p>
	<p><u>Acheteur</u> :</p> <p>IMT ATLANTIQUE BRETAGNE - PAYS DE LA LOIRE 4 rue Alfred Kastler La Chantrerie - CS 20722 44307 - Nantes cedex 3</p>
	<p>Le marché inclut des considérations environnementales.</p>
	<p>Le marché n'inclut pas de considérations sociales.</p>
	<p>Marché passé en appel d'offres ouvert, en application des articles R2124-1, R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique.</p> <p>CCAG applicable au marché public : CCAG Fournitures Courantes et Services.</p>
	<p>Département DSEE, 4 rue Alfred Kastler, 44307 Nantes cedex 3</p>
	<p>Le marché est divisé en 4 lots.</p>
	<p>La durée de chaque lot est définie au sein du présent document.</p>
	<p>La forme du prix de chaque lot est définie au sein du présent document.</p>
	<p>En cas de variation des prix, celle-ci est définie pour chaque lot au sein du présent document.</p>
	<p><u>Tranches</u> :</p> <p>Le marché n'est pas divisé en tranches.</p> <p><u>Prestations similaires</u> :</p> <p>Le présent document indique, pour chaque lot, la possibilité de recourir à des prestations similaires.</p>
	<p>Le marché n'est pas réservé à une profession particulière.</p>

## SOMMAIRE

<b>PARTIE 1. PRÉAMBULE.....</b>	<b>4</b>
<b>PARTIE 2. PARTIES CONTRACTANTES .....</b>	<b>6</b>
<b>PARTIE 3. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....</b>	<b>7</b>
ARTICLE 1. OBJET ET DÉCOMPOSITION DU MARCHÉ PUBLIC .....	7
ARTICLE 2. DURÉE.....	7
ARTICLE 3. DOCUMENTS CONTRACTUELS .....	8
ARTICLE 4. ASSURANCES .....	8
ARTICLE 5. INTERVENANTS.....	8
5.1. SOUS-TRAITANCE.....	8
5.2. GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES .....	8
<b>PARTIE 4. PRIX ET MODALITÉS DE PAIEMENT .....</b>	<b>9</b>
ARTICLE 6. CARACTÉRISTIQUES DES PRIX DU MARCHÉ PUBLIC.....	9
6.1. MODALITES DE FIXATION DES PRIX .....	9
6.2. CONTENU DU PRIX .....	9
6.3. VARIATION DES PRIX.....	9
ARTICLE 7. AVANCE.....	9
ARTICLE 8. RETENUE DE GARANTIE .....	10
ARTICLE 9. MODALITÉS DE PAIEMENT .....	10
9.1. DELAI DE PAIEMENT .....	10
9.2. FACTURATION .....	10
<b>PARTIE 5. MODALITÉS D'EXÉCUTION .....</b>	<b>12</b>
ARTICLE 10. MODALITÉS DE COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES .....	12
ARTICLE 11. EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	12
ARTICLE 12. DÉVELOPPEMENT DURABLE .....	13
ARTICLE 13. PRESTATIONS SIMILAIRES ET MODIFICATIONS.....	13
ARTICLE 14. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE.....	13
14.1. REGIME DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE .....	13
<b>PARTIE 6. CONSTATATION DE L'EXÉCUTION, GARANTIE ET MAINTENANCE.....</b>	<b>14</b>
ARTICLE 15. ADMISSION .....	14
ARTICLE 16. DÉLAI DE GARANTIE .....	14
<b>PARTIE 7. CLAUSES DIVERSES.....</b>	<b>15</b>
ARTICLE 17. CONFIDENTIALITÉ – PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES – MESURES DE SÉCURITÉ .....	15
ARTICLE 18. CLAUSE ENVIRONNEMENTALE 2.....	15
<b>PARTIE 8. DÉFAILLANCE DANS L'EXÉCUTION.....</b>	<b>16</b>
ARTICLE 19. PÉNALITÉS ET PRIMES .....	16
ARTICLE 20. MESURES COERCITIVES .....	16
ARTICLE 21. CAS DE RÉSILIATION .....	16
ARTICLE 22. LITIGES ET DIFFÉRENDS .....	17
<b>PARTIE 9. DÉROGATIONS AU CCAG.....</b>	<b>18</b>

## **PARTIE 1. PREAMBULE**

---

L'IMT **soutient l'innovation et le développement des entreprises**. Il forme pour l'économie près de **13 000 ingénieurs, managers et docteurs**. Il stimule la production de recherches créatrices de valeur : tous les ans, **50 brevets** sont déposés et près de **2000 publications de rang A** contribuent à la progression de la science. Enfin, il favorise l'entrepreneuriat et l'incubation de projets : chaque année, plus de **70 start-up** sortent des incubateurs de ses écoles.

Établissement public sous tutelle du ministère de l'Économie et des finances, le spectre thématique et territorial de l'IMT est large.

À l'écoute permanente du monde économique, il conjugue une légitimité académique forte et séculaire à une proximité concrète avec les entreprises. **Acteur majeur du croisement entre les sciences et les technologies du numérique et de l'ingénieur**, il est porteur d'une excellence reconnue sur les transformations numériques, environnementales et énergétiques, industrielles et éducatives qui traversent le XXI<sup>e</sup> siècle.

L'IMT est actif au sein des alliances nationales de programmation de la recherche et membre fondateur de l'Alliance Industrie du Futur. Par ailleurs, la qualité et l'intensité de sa recherche partenariale sont reconnues par deux labels Instituts Carnot attribués dès 2006, renouvelés en 2011.

Le Groupe se compose actuellement de 8 Grandes Écoles d'ingénieurs et de management et d'une entité transverse (la Direction Générale de l'Institut) :

- **la Direction générale, située à Palaiseau**
- **Télécom Paris, située à Palaiseau**
- **IMT Atlantique, située à Nantes, Rennes et Brest**
- **IMT Nord Europe, située à Lille et Douai**
- **IMT Mines Albi, située à Albi**
- **IMT Mines Alès, située à Alès**
- **Institut Mines-Télécom Business School, située à Evry**
- **Mines Saint-Étienne, Située à Saint-Etienne et à Gardanne**
- **Télécom SudParis, Située à Evry et à Palaiseau.**

Les missions de l'Institut Mines-Télécom sont l'enseignement Supérieur, la recherche et l'innovation dans les domaines de l'ingénierie et du numérique. A ce titre, l'ensemble des écoles accueillent environ 14 000 étudiants (du niveau licence au doctorat), génèrent chaque année plus de 100 millions d'euros de contrats de recherche et contribuent sous diverses formes à la création d'une centaine de start-up. Les entités dans le champ du marché emploient environ 4 000 personnes.

IMT Atlantique est une grande école d'ingénieurs généralistes du ministère en charge de l'industrie et du numérique, la première école « Mines-Télécom » de l'Institut Mines Télécom, née le 1er janvier 2017 de la fusion de Mines Nantes et Télécom Bretagne.

IMT Atlantique a pour ambition de conjuguer le numérique, l'énergie et l'environnement pour transformer la société et l'industrie par la formation, la recherche et l'innovation en formant des cadres (ingénieurs, MS, PhD) pleinement acteurs de ces changements.

L'Ecole est implantée sur 3 campus : Brest, Nantes et Rennes.

Au total l'établissement compte 2300 étudiants, 780 personnels et 290 enseignants chercheurs et chercheurs permanents.

## **PARTIE 2. PARTIES CONTRACTANTES**

---

Le présent marché est passé entre d'une part :

**L'école nationale supérieure Mines-Télécom Atlantique Bretagne Pays de Loire (IMT ATLANTIQUE)**, école interne de l'Institut Mines-Télécom, Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel créé par le décret n° 2012-279 du 28 février 2012 modifié par le décret n°2016-1527 du 14 novembre 2016, représenté par le signataire du présent marché Monsieur Christophe LEROUGE, Directeur ou sa représentante, Madame Laurence MALPOT, Secrétaire générale, sis 4 rue Alfred Kastler 44307 NANTES cedex 3.

Numéro SIRET : 180 092 025 00121 Code APE : 8542 Z

Ci-après dénommé sous son nom de marque « **IMT ATLANTIQUE** »

Et d'autre part, le titulaire, dénommée ci-dessous **le titulaire ou le prestataire**

## **PARTIE 3. DISPOSITIONS GENERALES**

---

### **ARTICLE 1. OBJET ET DECOMPOSITION DU MARCHE PUBLIC**

**Objet des fournitures :** Acquisition de systèmes d'analyse de gaz en ligne pour le département DSEE à IMT Atlantique.

Dans le cadre du renforcement de son parc analytique dédié aux travaux de recherche sur la composition de matrices gazeuses et de la qualité de l'air, le Département Systèmes Energétiques et Environnement (DSEE) de l'IMT Atlantique – Campus de Nantes souhaite acquérir 7 équipements. Toutes les spécifications techniques sont décrites au CCTP LOT 1 à 4

**Lieu de livraison :** Département DSEE, 4 rue Alfred Kastler, 44307 Nantes cedex 3

Le marché est divisé en lots comme suit :

**LOT n°1 - Analyseurs en ligne - Micro-GC:**

Acquisition de deux analyseurs de gaz en ligne par microGC. Ces analyseurs viendront en renfort des équipements existants dans les projets de recherche sur la caractérisation des émissions issues de systèmes de combustion ou de pyrolyse

**LOT n°2 – Analyseur en ligne - Formaldéhyde:**

Acquisition d'un analyseur en ligne spécifique pour le formaldéhyde dans le cadre de la thématique de recherche sur la qualité de l'air intérieur.

**LOT n°3 – Analyseur en ligne – COV Totaux:**

Acquisition d'un analyseur de COV totaux en ligne qui devra permettre la détection de l'ensemble des composés organiques volatils généralement mis en jeu dans les problématiques d'air intérieur

**LOT n°4 – Analyseurs en ligne – SOx, NOx et O3:**

Acquisition d'un analyseur de gaz en ligne pour chacun des paramètres suivants : NOx, SOx et ozone. Ces paramètres pourront être suivis simultanément sur des dispositifs expérimentaux différents.

L'offre devra donc comprendre trois analyseurs distincts.

### **ARTICLE 2. DUREE**

**Pour l'ensemble des lots**

Durée :

La durée du marché commence à courir à partir de la notification.

Délai de livraison :

Le délai de livraison correspond au délai, en jours calendaires, sur lequel le titulaire s'est engagé dans son offre.

### **ARTICLE 3. DOCUMENTS CONTRACTUELS**

Les documents contractuels du marché sont les suivants et prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses éventuelles annexes financières
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de Fournitures courantes et services (CCAG FCS) (\*)
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicable aux prestations, objet du marché (\*)
- L'offre technique du titulaire
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché

(\*) Ces documents sont des documents généraux que le titulaire peut se procurer sur le site internet de la Direction des Affaires Juridiques du Ministère chargé de l'économie.

### **ARTICLE 4. ASSURANCES**

Le titulaire contracte les assurances couvrant sa responsabilité en matière d'accidents de travail. Le titulaire contracte également les assurances couvrant sa responsabilité civile, pour les dommages matériels et corporels pouvant être causés à l'acheteur et aux tiers lors de l'exécution du marché.

Le titulaire justifiera qu'il a souscrit ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation en cours de validité, précisant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire produit cette attestation, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

### **ARTICLE 5. INTERVENANTS**

#### **5.1. Sous-traitance**

La sous-traitance n'est pas admise pour l'exécution de ce marché.

#### **5.2. Groupement d'opérateurs économiques**

Si le groupement titulaire du marché est conjoint, chaque membre du groupement s'engage à exécuter les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans le marché. Chaque membre du groupement est rémunéré sur son compte, pour la part des prestations qu'il a réalisé.

Si le groupement titulaire du marché est solidaire, chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché. Le paiement se réalise sur un compte au nom du groupement.



## **PARTIE 4. PRIX ET MODALITES DE PAIEMENT**

---

### **ARTICLE 6. CARACTERISTIQUES DES PRIX DU MARCHE PUBLIC**

#### **6.1. Modalités de fixation des prix**

La rémunération du présent marché se fait sur la base d'un prix forfaitaire.

Le marché à prix forfaitaire est celui dans lequel un prix forfaitaire couvre l'ensemble des prestations du marché ou de chacun des postes.

#### **6.2. Contenu du prix**

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG fournitures courantes et services les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Toutefois, les frais engendrés par l'absence de demande du titre de transport administratif par le titulaire ou par le retard du titulaire à présenter cette demande restent à sa charge. Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

#### **6.3. Variation des prix**

Le présent marché est conclu à prix ferme. S'agissant d'un marché de fournitures courants, les prix du marché ne font pas l'objet d'une actualisation.

### **ARTICLE 7. AVANCE**

L'option B du CCAG Fournitures courantes et services est retenue.

Une avance est accordée au titulaire à hauteur de 30% du montant initial du marché.

Le remboursement de l'avance débute lorsque 65% des prestations sont réalisées.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de règlement partiel définitif ou de solde.

Toutefois, le titulaire peut refuser le versement de l'avance.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2191-7 du code de la commande publique, lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13, le taux minimal de l'avance est porté à :

- 30% pour les marchés publics passés par l'Etat ;
- 10% pour les marchés publics passés par les établissements publics administratifs de l'Etat, autres que les établissements publics de santé, dont les charges de fonctionnement constatées dans le compte financier au titre de l'avant-dernier exercice clos sont supérieures à 60 millions d'euros ;
- 10% pour les marchés publics passés par les collectivités territoriales, leurs établissements publics et leurs groupements, dont les dépenses réelles de fonctionnement constatées dans le compte de gestion du budget principal au titre de l'avant-dernier exercice clos sont supérieures à 60 millions d'euros.

## **ARTICLE 8. RETENUE DE GARANTIE**

Le titulaire est dispensé de la constitution d'une garantie.

## **ARTICLE 9. MODALITES DE PAIEMENT**

### **9.1. Délai de paiement**

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours calendaires. Le point de départ du délai de paiement est la date de réception de la demande de paiement par l'acheteur.

Les factures sont transmises par l'intermédiaire du portail de facturation **Chorus Pro**, la date de réception de la demande de paiement correspond à :

- la date de notification à l'acheteur du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation **Chorus Pro**.

Lorsque les sommes dues au titulaire n'ont pas été payées à l'échéance du délai de paiement, celui-ci a droit au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement (d'un montant de 40 €), dans les conditions prévues par l'article L. 2192-13 et suivants du code de la commande publique.

Coordonnées du comptable assignataire chargé des paiements :

Olivier PETEMEY  
Agent comptable  
IMT ATLANTIQUE BRETAGNE - PAYS DE LA LOIRE  
4 rue Alfred Kastler  
La Chantrierie - CS 20722  
44307 Nantes cedex 3  
Tél. : 0251858356  
Email : olivier.petemey@imt-atlantique.fr

### **9.2. Facturation**

La transmission des factures sera effectuée sous un format électronique, conformément aux articles L 2192-1 à L 2192-7 du code de la commande publique.

Les titulaires sont dans l'obligation d'adresser leurs factures sous format électronique par l'intermédiaire du portail de facturation Chorus Pro mis gratuitement à leur disposition.

Le titulaire devra adresser ses factures selon l'un des modes de transmission proposé par Chorus Pro et suivre le traitement de ces dernières.

Pour de plus amples informations sur le fonctionnement de cette solution, le titulaire pourra se connecter sur le site d'information accessible à l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

Information sur l'Acheteur:

**Nom : IMT ATLANTIQUE BRETAGNE - PAYS DE LA LOIRE**  
**Le code service IMT Atlantique pour la facturation Chorus:**  
**IMTA\_FACTURES\_SERVICE\_FINANCIER**  
**SIRET : 180 092 025 00121**

En application de l'article D2192-2 du code de la commande publique, la facture électronique doit obligatoirement comporter les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Le titulaire est informé que l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Ainsi, lorsqu'une facture lui est transmise en dehors du portail de facturation, l'acheteur pourra la rejeter après avoir informé le titulaire par tout moyen de son obligation de transmettre ses factures par l'intermédiaire de ce portail et l'avoir invité à utiliser le portail de facturation.

Le titulaire sera averti par tout moyen donnant date certaine de l'envoi des raisons qui s'opposent au paiement. La répétition d'erreurs sur les factures entraînera leur rejet systématique sans que l'acheteur soit tenu de procéder à la rectification de chaque prix. Les conséquences de ces négligences seront supportées par le titulaire sans qu'il puisse prétendre de ce fait aux intérêts moratoires.

## **PARTIE 5. MODALITES D'EXECUTION**

---

### **ARTICLE 10. MODALITES DE COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES**

#### Représentation du titulaire et obligations d'information relative au titulaire :

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personne(s) physique(s), habilitée(s) à le représenter pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

En cours d'exécution du marché, le titulaire est tenu d'informer l'acheteur de toutes modifications se rapportant aux personnes ayant le pouvoir de l'engager, à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou à sa dénomination, à son adresse ou à son siège social, ainsi qu'aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitants et l'agrément de ses conditions de paiement et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

#### Bons de commande :

En complément des dispositions de l'article 3.7 du CCAG fournitures courantes et services, les bons de commande sont notifiés par l'acheteur au titulaire. Les bons de commande devront comporter les mentions suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- la nature et la description des prestations à réaliser.

Si un bon de commande est émis en fin d'exécution du marché, il reste valide après l'expiration du marché.

### **ARTICLE 11. EXECUTION DES PRESTATIONS**

#### Stockage, emballage, transport et gestion des déchets :

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG fournitures courantes et services. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport, le conditionnement, le chargement et le déchargement s'effectuent sous la responsabilité du titulaire.

Lorsque cela n'est pas de nature à contrevenir aux règles sanitaires et d'hygiène, le titulaire utilise des contenants réutilisables, recyclés, recyclables ou réemployés. Il veille également, dans la mesure du possible, à en réduire les quantités, en volume et en poids. Le titulaire s'engage, lorsque cela est compatible avec les besoins de l'acheteur et les spécificités des produits, à privilégier la livraison en vrac plutôt que par unité distincte. Les emballages restent la propriété du titulaire. Celui-ci les collecte en vue de leur recyclage ou de leur réutilisation, sauf si cela contrevient aux règles sanitaires et d'hygiène.

#### Livraison :

Le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport des produits proposés. Les fournitures livrées par le titulaire doivent être accompagnées d'un bon de livraison ou d'un état, dressé distinctement pour chaque destinataire, et comportant notamment :

- la date d'expédition ;
- la référence à la commande ou au marché ;

- l'identification du titulaire ;
- l'identification des fournitures livrées et, quand il y a lieu, leur répartition par colis ;
- le numéro du ou des lots de fabrication, dans le cas où la réglementation l'impose en matière d'étiquetage.

Chaque colis doit porter de façon apparente son numéro d'ordre, tel qu'il figure sur le bon de livraison ou l'état. Il renferme l'inventaire de son contenu.

La livraison des fournitures est constatée par la délivrance d'un récépissé au titulaire ou par la signature du bon de livraison ou de l'état, dont chaque partie conserve un exemplaire. En cas d'impossibilité de livrer, celle-ci doit être mentionnée sur l'un de ces documents.

## **ARTICLE 12. DEVELOPPEMENT DURABLE**

### Clause d'insertion sociale :

Les documents particuliers du marché ne prévoient pas que le titulaire réalise une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles.

## **ARTICLE 13. PRESTATIONS SIMILAIRES ET MODIFICATIONS**

### Clause de réexamen :

\* Les modifications du contrat seront passées dans le respect des dispositions des articles R. 2194-1 à R. 2194-10 du code de la commande publique.

## **ARTICLE 14. PROPRIETE INTELLECTUELLE**

### **14.1. Régime des droits de propriété intellectuelle**

Conformément au chapitre VI du CCAG Fournitures courantes et services, le titulaire accorde à l'acheteur les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché.

## **PARTIE 6. CONSTATATION DE L'EXECUTION, GARANTIE ET MAINTENANCE**

---

### **ARTICLE 15. ADMISSION**

Dans les 15 jours calendaires après la livraison des fournitures, il peut être selon le cas dressé un procès-verbal d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet des prestations. Passé ce délai, la décision d'admission des fournitures ou des services est réputée acquise.

### **ARTICLE 16. DELAI DE GARANTIE**

Par dérogation à l'article 33 du CCAG fournitures courantes et services, le délai de garantie est à déterminer par le candidat.

## **PARTIE 7. CLAUSES DIVERSES**

---

### **ARTICLE 17. CONFIDENTIALITE – PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES – MESURES DE SECURITE**

#### Protection de l'environnement, sécurité et santé :

Conformément à l'article 7 du CCAG fournitures courantes et services, le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'acheteur.

#### Réparation des dommages :

Conformément à l'article 8 du CCAG fournitures courantes et services, le titulaire prend à sa charge les dommages causés au personnel ou aux biens de l'acheteur du fait de l'exécution du marché. Le titulaire est responsable des dommages subis par les fournitures tant qu'il en conserve la propriété, et il garantit l'acheteur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.

### **ARTICLE 18. CLAUSE ENVIRONNEMENTALE**

IMT ATLANTIQUE est engagé dans une politique d'achats durables et à ce titre les candidats devront proposer un matériel avec des spécifications techniques en conformité à la réglementation européenne.

Le soumissionnaire fournira toute donnée environnementale en sa possession concernant l'équipement (consommation électrique, réparabilité et disponibilité des pièces détachées), il précisera en outre s'il est en mesure de fournir le bilan des impacts environnementaux de ses produits tout au long de leur cycle de vie.

Les candidats préciseront par ailleurs impérativement dans leur offre la gestion des emballages du matériel. Le CCAG FCS impose au titulaire l'utilisation d'emballages « réutilisables, recyclés, recyclables ou réemployés ». Ils prévoient également que les emballages restent la propriété du titulaire, qui a l'obligation de les collecter en vue de leur recyclage ou de leur réutilisation.

## **PARTIE 8.   DEFAILLANCE DANS L'EXECUTION**

---

### **ARTICLE 19.   PENALITES ET PRIMES**

#### **Pénalité journalière pour le retard d'exécution**

En cas de retard dans l'exécution des prestations par le titulaire, l'acheteur applique une pénalité calculée par application de la formule suivante :

$$V * R / 1000$$

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

#### Dérogations ou précisions relatives aux primes :

Les documents du marché ne prévoient pas le versement de primes.

### **ARTICLE 20.   MESURES COERCITIVES**

#### Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

Conformément à l'article 45 du CCAG fournitures courantes et services, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit lorsque le titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché ou aux ordres de service, ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché pour faute du titulaire, à la condition que la décision de résiliation le mentionne expressément.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

### **ARTICLE 21.   CAS DE RESILIATION**

Les dispositions du chapitre V du titre IX du livre 1er de la 2ème partie du code de la commande publique s'appliquent.

#### Principes généraux :

Conformément à l'article 38 du CCAG fournitures courantes et services, l'acheteur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, soit à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 40, soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG fournitures courantes et services, soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées à l'article 39 du CCAG fournitures courantes et services.

L'acheteur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision, selon les modalités prévues à l'article 42 du CCAG fournitures courantes et services.



## **ARTICLE 22. LITIGES ET DIFFERENDS**

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 46 du CCAG des marchés publics de Fournitures Courantes et de Services.

En cas de litige, les coordonnées de l'instance chargée des procédures de recours sont les suivantes :

Tribunal Administratif de Nantes

Tél. : 02.55.10.10.02

Fax : 02.55.10.10.03

Email : [greffe.ta-nantes@juradm.fr](mailto:greffe.ta-nantes@juradm.fr)

## **PARTIE 9. DEROGATIONS AU CCAG**

---

### **Dérogations applicables à l'ensemble des lots:**

Il est dérogé à l'article 5.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

Il est dérogé à l'article 33 du CCAG Fournitures Courantes et Services.